camtel®

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 011/AONO/CAMTEL/DG/CIPM/2026 DU 26 NOV 2026

POUR LE RECRUTEMENT D'UNE COMPAGNIE EN VUE DE LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE D'UNE POLICE D'ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT ET FRAIS FUNERAIRES

Financement : Budget de la Cameroon Telecommunications (CAMTEL) Exercices 2026-2027 et suivants

1. Objet de l'Appel d'offres

Dans l'optique couvrir les dommages corporels, invalidité (temporaire ou permanente) ou d'attribuer un capital en cas de décès suite à un accident de la vie courante de l'ensemble des employés et leurs membres de famille responsables ou non de l'accident, Le Directeur Général de la **Cameroon Telecommunications (CAMTEL),** lance, l'Appel d'Offres National Ouvert pour le recrutement d'une compagnie en vue de la souscription d'une police d'assurance individuelle accident et frais funéraires.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres consistent, par tranche, à la souscription d'une police d'assurances pour la couverture des dommages corporels, invalidité (temporaire ou permanente) ou l'attribution d'un capital en cas décès suite à un accident de la vie courante de l'ensemble du personnel CAMTEL et leurs membres de famille qu'ils soient responsable ou non de l'accident, conformément aux stipulations des Termes de Références (Pièce n°05) du présent Dossier d'Appel d'offres.

Il s'agit notamment de :

- L'orientation des sinistrés vers les hôpitaux et les autres prestataires agréés de son plateau technique ;
- L'émission des bons de prise en charge au bénéfice des assurés ;
- L'émission des chèques ou tout autre effet de paiement au profit des ayants-droits des assurés décédés ;
- La production des quittances de paiement pour chaque sinistre ;
- La mise à disposition des experts médicaux pour une meilleure prise en charge des dommages corporels ;
- Et toute autre activité indispensable à l'atteinte des objectifs assignés à la mission.

La consistance des prestations sont détaillées dans les termes de Références (TDRs).

3. Tranches/Allotissement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont reparties en deux (02) tranches, à savoir :

- Une tranche ferme ;
- Et une tranche conditionnelle.

4. Cout prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cent dix millions (110 000 000) francs CFA Toutes Taxes Comprises reparti ainsi qu'il suit :

- Tranche ferme : cinquante-cinq millions (55 000 000) Francs CFA ;
- Tranche conditionnelle : cinquante-cinq millions (55 000 000) Francs CFA.

5. Délai prévisionnel d'exécution

La période de couverture est de vingt-quatre (24) mois pour le lot unique, répartis comme suit :

- Tranche ferme : douze (12) mois, du _____ au _____ à minuit ;
- Tranche conditionnelle : douze (12) mois, du _____ au _____ à minuit.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres National est réservée aux Compagnies d'Assurances de droit camerounais installées au Cameroun, remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les Etats membres de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA).

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront financées par le budget de la Cameroon Telecommunications (CAMTEL) exercices 2026 et suivants sur la ligne budgétaire ci-après : SP4/AD0019/VD0089/JDC052/DAP/62580000>>>AUTRES PRIMES D'ASSURANCES. Le financement des dépenses de la tranche conditionnelle fera l'objet d'une inscription au budget de l'année 2027.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, établi par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du présent DAO, dont le montant s'élève à **deux millions cent mille (1 100 000) Francs CFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables, dès publication du présent Avis, à la Direction des Approvisionnements et du Patrimoine, Sous-Direction des Approvisionnements des Services Rattachés (Service des Approvisionnements) sise au 6ème étage, porte 603 de l'immeuble siège de la CAMTEL, Tél. (237) 222-23-40-65, 222-23-70-53 ; Fax : (237) 222-23-03-03.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://publiccontracts.cm sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être obtenu à la Direction des Approvisionnements et du Patrimoine, Sous-Direction des Approvisionnements des Services Rattachés (Service des Approvisionnements) sise au 6ème étage, porte 603 de l'immeuble siège de la CAMTEL, Tél.

(237) 222-23-40-65, 222-23-70-53 ; Fax : (237) 222-23-03-03, dès publication du présent avis, moyennant paiement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA au compte spécial CAS-ARMP.
Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le payement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres
Chaque offre doit être rédigée en français ou en anglais.
L'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles doit parvenir au lieu à la Direction des Approvisionnements et du Patrimoine, Sous-Direction des Approvisionnements des Services Rattachés (Service des Approvisionnements) sise au 6ème étage, porte 603 de l'immeuble siège de la CAMTEL au plus tard le 16 DEC 2026 à 9 heures, heure locale, et revêtue de la mention :

Appel d'Offres National Ouvert
N° 011 /AONO/CAMTEL/DG/CIPM/2026 DU 26 NOV 2026

POUR LE RECRUTEMENT D'UNE COMPAGNIE EN VUE DE LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE D'UNE POLICE D'ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT ET FRAIS FUNERAIRES

''A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT''

La soumission en ligne n'est pas applicable.

13. Recevabilité des offres
Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:
- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

En cas de l'Appel d'Offres Restreint et/ou d'ouverture en 02 temps, en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis
L'ouverture des offres se fera en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 16 DEC 2026 à 10 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de la CAMTEL sise au 2eme étage de l'immeuble Siège.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80 points sur 100 seront ouvertes, au 2eme étage de l'immeuble Siège par la même Commission à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter.

L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

15. 1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires du présent Appel d'Offres sont notamment les suivants :

- De l'absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres (défaut de la mention manuscrite, absence du récépissé de consignation délivrée par la CDEC) ;
- de la non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (y compris la non-conformité du cautionnement de soumission pour défaut de timbrage) (confère RPAO, Enveloppe A) ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- de l'absence d'agrément d'exercice de la profession d'assurance ;
- d'une note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- de la présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- de la mise sous administration provisoire ou de redressement du soumissionnaire par la CIMA ;
- de la non-conformité du mode de soumission ;
- présence d'informations financière dans l'offre technique et les pièces administratives ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, l'offre témoin scellée) ;
- de l'absence de l'offre témoin ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- montant de l'offre financière inférieur à 95% du budget prévisionnel ;

12.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des prestataires portent sur :

- Présentation générale de l'offre ;
- Références générales du soumissionnaire
- Références spécifiques du soumissionnaire ;
- Description et mise en jeu des garanties offertes
- Capacité technique du soumissionnaire à exécuter la mission ;
- Capacité financière du soumissionnaire ;
- Conventions et partenariats signés pour l'accomplissement de la mission
- Autres facilités et avantages accordés.

16. Attribution

Le Maitre d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers et ou esthétiques (assurance non quantifiable).

17. Nombre maximum de lots

Le présent appel d'offres est constitué en un (01) lot unique.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Approvisionnements et du Patrimoine, Sous-Direction des Approvisionnements des Services Rattachés (Service des Approvisionnements) sise au 6ème étage, porte 603 de l'immeuble siège de la CAMTEL, 1571 YAOUNDE, CAMTEL, 2, Boulevard du 20 Mai Yaoundé, Tél. (237) 222-23-40-65, 222-23-70-53 ; Fax : (237) 222-23-03-03 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de tentative de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : **(+237) 673 20 57 25 et 699 682/651 649 194, et Cellule Anticorruption de CAMTEL : 8246.37 07 48, CONAC aux numéros suivants : 222 20 37 32/658 262.**

Yaoundé, le

LE DIRECTEUR GENERAL

CAMEROON TELECOMMUNICATIONS ★ CAMTEL ★ BP: 1571 YAOUNDE - TEL: 222 23 40 65

Mme Judith Yah Sunday
épse Achidi

Ampliations

- PCA/CAMTEL
- ARMP/ pour publication et archivage
- PCIPM/CAMTEL
- Affichage.

NOTICE OF OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. 011 /AONO/CAMTEL/DG/CIPM/2026 OF 26 NOV 2026

FOR THE HIRING OF AN INSURANCE COMPANY TO UNDERWRITE AN INDIVIDUAL ACCIDENT AND FUNERAL INSURANCE POLICY

Funding: **Budget of Cameroon Telecommunications (CAMTEL) for the 2026 and subsequent financial years.**

1. Purpose

The General Manager of **Cameroon Telecommunications (CAMTEL)**, aiming to cover bodily injury, disability (temporary or permanent) or provide a lump sum in the event of death following an everyday life accident, for all employees and their family members, whether or not they are responsible for the accident, hereby launches, for the 2024, 2025 and 2026 financial years, an open national call for tenders for the hiring of an insurance company to underwrite an individual accident and funeral insurance policy.

2. Scope of Work

This call for tenders, divided into segments, involves delivering insurance services to cover bodily injury, disability (temporary or permanent) or provide a lump sum in the event of death following an everyday life accident, for all employees and their family members, whether or not they are responsible for the accident, in accordance with the provisions of the Terms of Reference (Document No. 5) of this call for tenders.

This includes:

- referring claimants to hospitals and other approved service providers;
- issuing coverage vouchers to insured persons;
- issuing cheques or other payment instruments to the beneficiaries of deceased policyholders;
- producing payment receipts for each claim;
- providing medical experts to improve the handling of bodily injury cases;
- any other activity essential to achieving the objectives set under the assignment.

The scope of services shall be detailed in the Terms of Reference (ToRs).

3. Segments/Lots

The services covered by this call to tender are broken down into 2 (two) segments, namely:

- a mandatory segment;
- and a conditional segment.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation, on the basis of preliminary studies, stands at the tax-inclusive amount of CFAF 110,000,000 (one hundred and ten million) broken down as follows:

- Mandatory segment: CFAF 55,000,000 (fifty-five million);
- Conditional segment: CFAF 55,000,000 (fifty-five million).

5. Provisional Implementation Deadline

The coverage period shall be 24 (twenty-four) months for the 2 (two) lots, broken down as follows:

- Mandatory segment: 12 (twelve) months, from _____ to _____ at midnight;
- Conditional segment: 12 (twelve) months, from _____ to _____ at midnight;

6. Eligibility

This national call for tenders is reserved for insurance companies incorporated under Cameroonian law and established in Cameroon that meet the conditions set out by the regulations in force in the Member States of the Inter-African Conference on Insurance Markets (CIMA).

7. Funding

The cost of the services under this call for tenders shall be borne by the budget of Cameroon Telecommunications (CAMTEL) for 2026 and subsequent financial years under the following budget line: SP4/AD0019/VD0089/JDC052/DAP/62580000>>>>>>OTHER INSURANCE PREMIUMS.

8. Submission Method

The submission method selected for this tender is off-line.

9. Bid Bond

Each bidder shall submit, alongside their administrative documents, a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Ministry in charge of finance to issue bonds for public contracts, and listed in document 13 of the tender documents, to the tune of **CFAF 1,100,000 (one million one hundred thousand)** valid for 30 (thirty) days after the initial date of validity of the bids. Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a financial institution approved by the Ministry in charge of finance to issue bonds for public contracts shall lead to outright rejection of the bid. Submitting a bid bond that has no connection with the tender concerned shall be tantamount to failure to provide a bid bond. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of Tender Documents

Tender documents may be consulted during working hours, upon publication of this call, at the Procurement Service of the Procurement Sub-Department for Services Attached to Management, Department of Procurement and Property, located on the 6th floor, Door 603 of CAMTEL's head office building, Phone: (237) 222-23-40-65, 222-23-70-53; Fax: (237) 222-23-03-03.

It is also available online on the COLEPS platform via http://www.marchespublics.cm and http://publiccontracts.cm, and on the PCRB's website (www.armp.cm).

11. Purchase of Tender Documents

Upon publication of this tender, the hard copies of the tender documents may be collected at the Procurement Service of the Procurement Sub-Department for Services Attached to Management, Department of Procurement and Property, located on the 6th floor, Door No. 603 of CAMTEL's head office building, Phone: (237) 222-23-40-65, 222-23-70-53; Fax: (237) 222-23-03-03, subject to payment of the non-refundable amount of CFAF 100,000 (one hundred thousand) into the ARMP trust account (CAS)

The soft copy of the tender documents can also be downloaded free of charge at the above-mentioned addresses. However, tendering shall be subject to payment of the tender documents purchase fee.

12. Submission of Bids

Each bid should be drafted in English or French.

For offline submission, the bids, drafted in 7 (seven) copies, including 1 (one) original and 6 (six) copies respectively marked as such, should be received at the Procurement Service of the Procurement Sub-Department for Services Attached to Management), Department of Procurement

less than 3 (three) months from the original bid submission date or have been established subsequent to the date of signing of the notice of call to tender.

Where a lacking or non-compliant document in the administrative file upon opening the bids is not produced or replaced within the 48 (forty-eight) hours granted by the Board, the bid shall be rejected.

The bid-opening session shall commence no later than 1 (one) hour after the bid submission deadline laid down in the tender documents.

15. Evaluation Criteria

The bids shall be assessed on the basis of two types of criteria: disqualifying criteria and key criteria.

15. 1. Disqualifying criteria

The disqualifying criteria under this call for tenders shall include:

- lack of the bid bond at the opening of the bids (missing handwritten note, absence of the deposit receipt issued by the CDEC) ;
- failure to produce, within 48 hours, a document deemed to be non-compliant or missing in the administrative file at the opening of the bids (including non-compliance of the bid guarantee due to missing stamp) (see RPAO, Envelope A) ;
- false statements, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
- lack of sworn statement certifying that the bidder has not abandoned any contract within the last three years,
- lack of a unit price quantified in the financial offer;
- lack of authorisation to operate as an insurer;
- a technical score below 80 on 100;
- inclusion of financial information in the technical and administrative offers;
- being placed under provisional administration or receivership by CIMA;
- non-compliance with the submission method;
- lack of an item in the financial offer (submission, unit price schedule, BoQ, sealed sample offer);
- missing sample offer;
- lack of the dated and signed integrity charter;
- lack of the dated and signed undertaking to respect environmental and social clauses;
- financial offer amount less than 95% of the estimated budget.

15.2. Key criteria

Key criteria for the qualification of bidders shall include:

- the general presentation of the bid;
- bidder's specific references for similar assignments;
- bidder's general references for similar assignments;
- Detailed description of coverage offered ;
- bidder's technical capacity to deliver the assignment;
- bidder's financial capacity;
- Agreements and partnerships signed for carrying out the mission
- Other facilities and benefits granted.

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the "lowest bid" when the technical and financial criteria are combined, based on the following formula:

The financial score (Fs) shall be obtained as follows: Where Fl is the overall value of the lowest priced bid, its financial score shall be taken to be equal to 100 points. The scores of the other

bidders, calculated on the basis of the financial score of the lowest bid, shall be obtained using the formula: Fs= (100 x Fl) /F. Where Fl = the amount of the lowest priced bid, and F = the overall value of the bid under consideration. The bidder with the highest final score shall be declared the successful bidder by the project owner.

17. Maximum Number of Lots

This call for tenders consists of a single lot.

18. Validity Period of Bids

Bidders shall be bound by their bids for 90 (ninety) days starting from the initial bid submission deadline.

19. Additional Information

Further information may be obtained between during office hours at the Procurement Service of the Procurement Sub-Department for Services Attached to Management, Department of Procurement and Property, located on the 6th floor, Office No. 603 of CAMTEL's head office building, PO Box 1571 Yaounde, Phone: (237) 222-23-40-65, (237) 222-23-70-53; Fax: (237) 222-23-03-03, or online via the COLEPS platform (http://www.marchespublics.cm and http://publiccontracts.cm), or through any other electronic communication means chosen by the Project Owner.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

To report any attempts, practices, facts or acts of corruption, please contact CONAC on 1517, the Authority in charge of public contracts (MINMAP) by SMS or call on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or **CONAC via the following numbers: 222 20 37 32/658 262 682/651 649 194/8246 or contact CAMTEL's Anti-Corruption Unit using the following toll-free number: 8246.**

Yaounde, 26 NOV 2026

LE DIRECTEUR GENERAL

CAMEROON TELECOMMUNICATIONS
CAMTEL
BP: 1571 YAOUNDE - TEL: 222 23 40 65

Mme Judith Yah Sunday
épse Achidi

Cc.:

- Board Chairman/CAMTEL;
- PCRB (for publication and records);
- Chairman/CAMTEL's ITB;
- Notice board.

and Property, located on the 6th floor, Door No. 603 of CAMTEL's head office building no later than 16 DEC 2026 at **9:00 am**, local time, and should be labelled as follows:

Open National Call for Tenders
No. 011 /AONO/CAMTEL/DG/CIPM/2026 OF 26 NOV 2026
FOR THE HIRING OF AN INSURANCE COMPANY TO UNDERWRITE AN INDIVIDUAL ACCIDENT AND FUNERAL INSURANCE POLICY

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"

There shall be no online submissions.

13. Validity of Bids
The administrative documents, the technical offer, and the financial offer should be placed in separate envelopes and submitted in a sealed outer envelope. The Project Owner shall not accept:

- envelopes bearing indications of the bidders' identity;
- envelopes received after the submission deadline;
- envelopes with no indication of the tender for which they are submitted;
- envelopes that do not comply with the submission method;
- envelopes that fail to comply with the number of copies indicated in the SRCT or containing only copies.

Any incomplete bid, according to the requirements set out in the tender documents, shall be rejected. Most especially, failure to provide a bid bond issued by a bank or financial institution approved by the Ministry in charge of finance to issue bonds for public contracts, or to respect the templates in the tender documents shall result in outright rejection of the bid without any possibility of appeal. Submitting a bid bond that has no connection with the tender concerned shall be tantamount to failure to provide a bid bond. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

For restricted calls to tender (with 2-stage bid opening): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial offer required, the tenderer shall be required to submit one copy of the said financial offer in a sealed envelope to be used as a sample offer, marked as such and intended for the entity in charge of regulating public contracts, for safekeeping. Bidders who fail to submit this sample bid shall have their offers disqualified as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

14. Opening of Bids
The opening of the offers shall be done in two phases.

The administrative documents, and the technical and financial offers shall be opened on 16 DEC 2026 at **10 am** by CAMTEL's Internal Tenders Board, located on the second floor of the head office building.

Only the financial offers of the bidders who obtain the qualifying technical score of 80/100 shall be opened for non-quantifiable insurance on the second floor of the head office building by the same Board at a later date after publication of the results of the technical assessment.

Only bidders may attend the bid-opening session or be represented by one duly authorised person of their choice, even in the case of a consortium.

The administrative documents required shall be produced in original or certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the Special Regulations of the Call to Tender (SRCT), failing which they shall be rejected. Such documents must be dated